



## LES MEMBRES D'UN NOUVEAU MOUVEMENT DE JEUNES EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (LUCHA) PARLENT DE LEUR LUTTE ET DE LEURS ASPIRATIONS POUR LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE, LA JUSTICE SOCIALE ET LE CHANGEMENT POLITIQUE

Marta Iñiguez de Heredia (PhD), professeure associée à l'Université de Cambridge, a interviewé des membres du group Lutte pour le Changement (LUCHA) qui se définit comme un mouvement citoyen de jeunes. L'interview reflète les idées de ce mouvement et la trajectoire qu'il a suivi depuis sa création en 2012. L'interview relate également la répression subie par ses membres dans la dernière journée de la paix, le passé mois de septembre.  
email : [miniguezdh@gmail.com](mailto:miniguezdh@gmail.com)

---

Le 21 septembre 2014, trois membres du groupe LUCHA qui manifestaient pour la paix à Goma, ont été arrêtés par l'Agence Nationale de Renseignement (ANR), alors qu'ils souhaitaient faire des demandes concrètes à l'occasion de la journée de la paix. Leurs revendications, qui n'ont finalement pas pu être entendues, s'employaient à affirmer que la paix ne saurait être atteinte sans justice, sans démocratie et sans une armée républicaine.

Ce n'est pas la première fois que les membres de ce groupe sont arrêtés, et c'est possible que cela ne soit pas la dernière. Depuis 2012 LUCHA a organisé différentes actions : sit-in, lettres ouvertes, différentes campagnes et marches. Comme ils l'indiquent dans l'entretien ci-dessus, LUCHA se déclare un mouvement non-violent mais actif et citoyen. Dans le contexte de guerre qui sévit à l'Est de la RDC, ces nouveaux procédés actifs mais non-violents, ont su résumer les besoins et aspirations populaires. Bien que la réponse des autorités face à leurs activités fut assez violente (brutalisations, emprisonnement, répression des membres) le mouvement n'a fait que croître et se consolider.

En tant que mouvement pour la justice sociale, la dignité de la personne et le changement politique, LUCHA a essayé de se concentrer sur différents problèmes concrets. On notera par exemple, le contexte dans lequel, les activités de LUCHA ont débuté : une nouvelle rébellion appuyé par le Rwanda a démontré que la paix était loin d'être consolidée en RDC. Toutefois, LUCHA a demandé la réforme de l'armée et une réponse politique au problème des réfugiés et des FDLR. Ils ont aussi remarqué la nécessité de donner à la population Congolaise la possibilité de bénéficier de ses propres ressources, surtout quand il s'agit des besoins basiques comme l'eau potable et l'électricité étaient au cœur de leurs requêtes.

En Juin 2014 les militants de LUCHA ont réuni plus de 3000 personnes dans les rues de la ville de Goma pour porter leurs revendications, comme l'accès à l'eau potable. Pendant le mois d'août la ville de Goma a été couverte par des calicots et posters qui réclamaient 'Goma inataka maji' ou 'Goma veut de l'eau'. Ces actions, prouvent qu'un mouvement est en train de gagner du terrain.

Ce mouvement s'organise de manière horizontale, sans structures ou leaders. Il ressemble des mouvements anti-globalisation des années 1990 et dans le printemps arabe. Cette forme d'organisation est deve-

nue de plus en plus utilisée en Afrique, par exemple, au Sénégal avec *Y'en a Marre*, au Burkina Faso, avec la *Coalition Contre la vie Chère*, et en Afrique du Sud, avec le *Landless People's Movement*, mais également sur presque tous les continents avec les indignés et le Occupy mouvement.

Le tour de la RDC est arrivé et trois de ses membres, Fred Bauma, Micheline Mwendike et Luc Nkulula nous racontent la trajectoire du mouvement et ses aspirations.

*Marta Iñiguez de Heredia : Comment est-ce que la Lucha est née ?*

Fred Bahuma (FB) : La Lucha est née par de jeunes qui se révoltaient de la situation de leur pays. Des jeunes qui ont observé comment leurs situations se sont dégradées, comment ils vivaient sans aucune dignité; Comment cela se faisait-il qu'ils soient pauvres alors qu'ils vivaient dans un pays riche? Comment se faisait-il qu'il y ait un contraste entre nos potentialités et notre réalité quotidienne. La lucha est née du constat qu'il y a plus de 70 % et on parle même parfois de 90 % de taux de chômage, surtout parmi les jeunes; du manque d'électricité, alors que nous avons dans le même temps l'un des plus grand barrages du monde; du manque d'eau potable alors que nous nous faisons appeler le château d'eau d'Afrique. Nous vivons constamment dans l'insécurité alors que nous sommes considérés comme l'un des géants de l'Afrique Centrale. Chaque jour, nous dénombrons de nouvelles victimes et nous ne pouvons pas continuer à compter nos morts. C'est dans cette situation qu'un groupe de jeunes s'est dit, nous devons faire quelque chose, quelque chose de différent, quelque chose pour répondre, face à ce constat. Car trop souvent, les personnes qui affirment porter la parole de la société sont soit des politiciens complices du système soit des personnalités de «la société civile» qui agissent souvent pour l'intérêt de leurs organisations avant l'intérêt de la population. Alors nous nous sommes dit que nous devons faire de notre mieux, passer à l'action, de manière non violente, pas par le discours ni par des organisations traditionnelles. Ainsi est né un mouvement d'action composé des personnes qui expriment leurs opinions et qui revendiquent leurs droits en respectant les lois justes.

*MI : Qu'est-ce que ça veut dire un mouvement citoyen ?*

Micheline Mwendike (MM) : Cela signifie que nous voulons créer des espaces d'expression et d'action avec l'objectif de changer notre pays. Nous rejetons la voie de la violence ou encore la recherche du

pouvoir. Nous ne sommes pas là pour être connus, pour avoir un emploi ou avoir de l'argent. Nous voulons être l'alternative du Congo. Nous voulons être un ensemble de personnes engagées qui acceptent de prendre le risque de dire la vérité, de parler pour nous-mêmes.

*MI : Pouvez vous exprimer pourquoi le rejet de la violence ?*

MM : Nous avons constaté que la violence a échoué, quelques groupes armés avaient des revendications valables mais leurs méthodes violentes créaient d'autres problèmes pour le pays. Nous voulons être une partie de la solution. La violence aussi demande beaucoup de moyens et trop de sacrifices humains. Le Congo a besoin d'action énergique mais qui ne passe pas par la violence.

*MI : Mais vous avez été réprimés pour vos actions :*

FB : Oui, on a été tabassés et arrêtés du début. Aujourd'hui lors de la journée de la paix, nous avons été empêchés de réaliser notre manifestation et trois membres ont été emprisonnés. L'année passée les policiers ont tiré sur les manifestants avec des balles réelles, il y a eu un motard qui a été blessé, alors qu'il ne faisait pas parti de l'action. Quelques membres ont passé 8 jours au cachot. Notre action était seulement de montrer les images de toutes les atrocités qui se sont passées ici et les gens se mettaient juste à côté. Pendant ces huit journées, de nombreuses personnes se sont rassemblées et sont venues soutenir les membres retenus par les forces de l'ordre. Ils se sont regroupés à l'extérieur du cachot de l'ANR en disant, « s'ils vont être arrêtés, il faut que vous arrêtiez tout le monde ». Finalement, ils ont été libérés sans charges.

*MM : Quels sont les objectifs de la Lucha ?*

Luc Nkulula (LN) : Le but politique de la lucha est de travailler pour le changement au travers de la jeunesse. La jeunesse a intérêt, elle croit en l'avenir, elle rêve, la jeunesse est productive et créative.

MM : Les jeunes ont l'espoir et sont moins contaminés par les vices de nos sociétés, comme la corruption. Les adultes sont trop dans la lutte pour la survie et sont très marqués par tout cela. Nous nous battons pour un meilleur futur. Nous pouvons dire que nous avons trois objectifs principaux ou valeurs que sont la dignité de la personne, la justice sociale et le changement politique.

*MI : Qu'est-ce que cela veut dire ?*

MM : Premièrement, pour nous, la dignité c'est considérer l'homme en tant qu'être humain. Nous

pensons que l'homme a des besoins au delà de l'argent et des biens matériels. Il faut respecter et considérer l'humanité comme naturellement liée aux besoins de l'homme : Avoir un rôle dans les décisions politiques, économiques et sociales, et pas seulement celles liées aux besoins économiques ou matériels. Deuxièmement, au Congo il n'y a pas de justice. Mais pour nous, la justice est plus sociale que judiciaire, même si l'amélioration du système judiciaire congolais est une revendication importante. La justice sociale, c'est aussi l'accès aux ressources, l'accès à l'emploi, l'accès à l'éducation, et la création de services sociaux. Finalement, nous devons aussi participer aux décisions. Sans justice sociale et dignité humaine, la démocratie, le socialisme et toutes ces belles idéologies sont des discours vides. Par exemple, en démocratie actuelle, les élections sont truquées, les peuples sont manipulés, et les coûts financiers sont énormes et n'aboutissent à rien. Avec de bonnes bases, nous pouvons construire un Nouveau Congo.

*MI : Comment vous organisez-vous ? Et quel est l'appui de la société au mouvement ?*

LN : Nous sommes un mouvement informel. Nous sommes déjà plus de 1 500 membres et nos manifestations, comme celle de l'eau le mois de Juin et celle d'aujourd'hui pour la paix à Goma, ont rassemblé plus de 3 000 personnes. On prend des décisions en groupe dans une assemblée générale ou dans les réunions, et si c'est pertinent, bien défendu, ça passe. Il n'y a pas de président, pas de coordonnateur. Nous gérons le mouvement, notre idéologie, fronts, pratiques, etc. dans une présidence collégiale.

*MI : Quelle est la proportion de femmes dans le mouvement ?*

LN : plus ou moins 30 %, mais celles qui sont dans le mouvement sont très engagées.

MM : La participation des femmes dans le mouvement et en général dans les activités politiques n'est pas bien vue par les familles. Ils te disent constamment qu'il faut que tu prennes à ta place, que tu vas manquer un mari... c'est difficile.

*MI : Il y a une répression politique et sociale.*

MM : oui, même au travail, j'ai eu des sérieux problèmes dans mon emploi parce que j'ai passé 8 jours dans le cachot sans pouvoir me rendre au travail.

*MI : Quelles sont les activités que vous avez organisées et quelles sont maintenant vos priorités ?*

LN : Pour 2014 nous avons pris la sécurité, l'eau et la redevabilité comme priorités. Pour la redevabilité,

la politique de la LUCHA c'est de faire de la population congolaise une population exigeante. Quand vous ne demandez rien, vous n'aurez rien. C'est dans ce sens que la LUCHA fait un travail de sensibilisation en proximité. L'eau c'est aussi un front principal. Le Congo a 40 % d'eau douce en Afrique, ici à Goma nous sommes à côté du lac qui est toujours plein mais on n'a pas d'eau. Une des actions qu'on a fait, s'était d'aller à la REGIDESO pour leur re-enseigner le sens de l'hymne national et leur dire que la distribution d'eau doit être à mesure de la grandeur de ce pays. Ils nous ont expliqué que comme Goma est placé à un niveau plus élevé que le lac, il faut des pompes, mais il n'y a pas d'électricité. Récemment le CICR, USAID et Mercy Corps ont fait de projets, dont la REGIDESO était bénéficié pour la rénovation et la mise en place de tireurs et pour des moteurs pour pomper de l'eau. Mais comme il n'y a pas d'électricité on continue sans eau. Nous pensons que à la fin cela n'a rien donné, on n'a pas d'eau alors qu'on pense que le budget entre les uns et les autres suffit largement pour un projet de dotation d'eau en permanence.

MM : Pour la sécurité et la paix, il y a plusieurs domaines. D'abord la paix est devenue une façon de chercher l'emploi. On a caricaturé le Congo et beaucoup de programmes ne sont pas effectifs. Les policiers qui répriment sont les mêmes policiers qui ont été formés par l'Union Européenne [Goma et Kinshasa sont des villes qui ont été particulièrement ciblées dans les programmes de réforme, formation et accompagnement au travers de la EUPOL depuis 2007]. Notre armée est un ensemble de groupes armés.

LN : Pour nous la paix passe par la réforme de l'armée. Mais il n'y a pas de solution pour cela. Pour nous la présence de la MONUSCO encore dans la région est une façon de déresponsabiliser notre État. L'État congolais a besoin de se sentir responsable face à ses problèmes. Donc on doit le laisser affronter ses problèmes. Ainsi, la dernière requête que nous avons adressée à la MONUSCO, était de commencer à plier bagage, et de laisser le Congo affronter ses problèmes.

*MI : Quel est l'impact de vos actions ?*

FB : Nous pensons que nous avons déjà été efficaces dans nos revendications. Par exemple, quand en 2012 le M23 avait pris forme, la solution que la communauté internationale a suggérée c'est la création d'une force neutre qui serait composée de l'Uganda,

le Burundi et le Rwanda, et la RDC. Nous pensons que dans ces circonstances, ces forces faisaient partie du conflit et donc, qu'ils ne pouvaient pas constituer une force neutre. La deuxième raison est qu'il y avait déjà la MONUSCO avec 20 000 hommes qui était suffisamment une force neutre. On ne voyait pas pourquoi il fallait rajouter une force neutre. Nous nous y sommes opposés, nous étions le premier mouvement à s'opposer à cette force neutre. Ce que nous proposons à l'époque, c'était de renforcer le mandat de la MONUSCO. Pour nous, ajouter une force neutre était une force de trop. Pourtant, plutôt que de créer une nouvelle force, plutôt que sur-militariser la région, qui a déjà l'armée congolaise, milliers de groupes armés, la MONUSCO, etc., il fallait donner à la MONUSCO un mandat plus offensif, avec une capacité réelle de réagir face à cette situation. Parce que l'argument principal de la MONUSCO était qu'elle ne pouvait pas remplacer l'armée congolaise. Dans la situation de rébellion qu'on avait en 2012-2013, ils disaient que ce n'était pas eux qui devaient réagir, qu'il y avait l'armée, et qu'ils ne pouvaient pas remplacer l'armée congolaise. Dans notre analyse on se disait s'il y a déjà la MONUSCO c'est parce qu'il y a une défiance du rôle de l'État. Pour dire, qu'il y a déjà la police, l'armée, le fait de dire qu'ils ne peuvent pas intervenir parce que ce n'est pas leur rôle, pour nous c'était un prétexte et ce n'était pas valable. Donc, on a insisté pour que le rôle de la MONUSCO puisse être changé, et c'est une campagne que nous avons continuée toute l'année, fin 2012 et 2013. Nous avons écrit des lettres auprès de la MONUSCO, du gouvernement, on a fait des manifestations à chaque fois que le secrétaire général de l'ONU venait, ou le secrétaire général adjoint, l'envoyé spécial, ou l'autorité. Nous avons mené ces actions pour insister sur nos propositions, heureusement ils ont pris des décisions proches de ce que les gens pensaient. On ne peut pas dire que ces décisions aient été prises à grâce à nous, ou bien que nous étions à la base de ces décisions, mais nous pensons que d'une manière ou d'une autre nous avons influencé leur manière de voir certaines choses.

Lucha peut être suivi et appuyé à travers de sa page Facebook sur *LuchaRDCongo* et sur twitter @ *luchardc*.